



Résolution « Message aux peuples palestinien et israélien »

Résolution adoptée par le 78^{ème} congrès de la LDH Paris - 8, 9 et 10 mai 1998

Il y a 50 ans la communauté internationale décidait de la création de l'État d'Israël. Cet État est le produit d'une histoire et d'une volonté.

L'Histoire, c'est celle de l'antisémitisme, cette manifestation de l'universel racisme, qui a été exalté, en Europe et non ailleurs, jusqu'au paroxysme de l'horreur.

La volonté c'est celle d'hommes et de femmes, humiliés, pourchassés, persécutés, survivants d'une proscription millénaire, de retrouver leur dignité et de proclamer leur droit à l'existence.

50 ans après, la réalité, c'est la négation de la dignité d'un autre peuple exilé ou devenu étranger sur sa propre terre.

Alors que les accords d'Oslo ouvraient la voie à la reconnaissance d'un État palestinien, l'actuelle politique du gouvernement israélien n'est que l'affirmation d'un arbitraire qui enractive la haine et mène au désespoir absolu.

Etre Palestinien aujourd'hui, c'est être confronté chaque jour à la difficulté de se nourrir, de travailler, de s'éduquer, de se soigner ou, simplement, de se déplacer parfois sur une distance de 500 mètres.

Rien, aucun principe, aucune histoire, aucune nécessité ne peuvent justifier que le gouvernement israélien traite ainsi les Palestiniens.

La communauté internationale, et en particulier les États-unis, qui laissent se dérouler ce déni de droit et d'humanité, portent une part de responsabilité. Cela ne saurait éluder la responsabilité du gouvernement israélien.

A l'occasion de son centenaire, la LDH, réunie à Paris en congrès, adresse au peuple palestinien un message de solidarité et d'espoir. Elle exprime également son soutien au mouvement de paix israélien.

Elle réaffirme que la création d'un État palestinien est la condition essentielle de la paix dans cette région du monde.

Elle appelle, en Israël et en Palestine, tous ceux pour qui le droit doit primer sur la force, à tout faire pour mettre un terme à la politique actuelle du gouvernement israélien.

Elle demande à la communauté internationale d'imposer le respect des accords signés.